

Conférence à Genève le 19 mars 2014

24.02.2014

Categories: IAW

Meeting organisé par

BDS
Boycott, Divestment, Sanctions
Boikott, Desinvestissement, Sanctions
Boikot, Divestment, Sanctions

BADIL
Resource Center for Palestinian
Residency and Refugee Rights

**Israël et les Palestiniens,
pourquoi le droit international est-il
important
et quelles responsabilités implique-t-il?**

avec:

Richard Falk, professeur émérite du Droit International Princeton University
Ingrid Jaradat Gassner, Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem

mercredi 19 mars à 20h
**Auditoire Wyss, UOG, 3 Place des Grottes
1201 Genève**

meeting soutenu par: Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Collectif Urgence Palestine - Genève, Union des Juristes Arabes,
Tamkeen Arab Group, Habitat International Coalition (HIC), Solidarités.

Israël et les Palestiniens : pourquoi le droit international est-il important et quelles responsabilités en découlent ?

Conférence organisée dans le cadre de Israeli Apartheid Week par BDS Genève et BADIL-Resource Center for Palestinian Residency and Refuge

Avec

Richard Falk, Professeur émérite de droit international à l'Université de Princeton et

Ingrid Jaradat Gassner, Civic Coalition for Palestinian Rights

Mercredi 19 mars 2014 à 20h -Université ouvrière de Genève (UOG), 3 place des Grottes, Genève

Conférence soutenue par

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Collectif Urgence

Palestine (CUP) Genève, Habitat International Coalition (HIC), Mouvement pour le Socialisme (MPS), solidaritéS,

Tamkeen Arab Group et Union des Juristes arabes

« Malgré le refus arrogant d'Israël de se soumettre à ses obligations légales envers le peuple palestinien et le monde, le droit international a une valeur de test décisif quant à ce qui est raisonnable et admissible dans les relations entre les Etats et les peuples. Rien que pour cette raison, ses directives contribuent de manière cruciale à la lutte palestinienne pour les droits fondamentaux. »

Richard Falk

Aujourd'hui la question du droit international est cruciale pour toutes celles et ceux qui soutiennent la cause palestinienne.

Bien que reconnu solennellement par les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, les droits à la liberté (fin de l'occupation), à l'égalité (droits identiques pour les Palestiniens vivant en Israël) et à la justice (droit au retour des réfugiés palestiniens), n'en demeurent pas moins lettre morte. Car, en effet, le droit international ne s'applique pas de lui-même. Sans volonté politique, il ne se réalise pas. Or, depuis bientôt 70 ans, cette dernière fait cruellement défaut. Jusqu'à ce jour, les grandes puissances, et en premier lieu les Etats occidentaux, se présentant comme des modèles de démocratie, ont laissé l'Etat d'Israël agir en toute impunité dans sa politique de discrimination et d'expulsion des Palestiniens. Tandis que les rassemblements, les meetings de solidarité et les lettres d'indignation ont contribué à sensibiliser la société civile occidentale à la cause palestinienne, les gouvernements, les entreprises privées et les institutions internationales (CERN, FIFA, etc.) n'ont eu de cesse d'apporter leur soutien politique, économique, militaire et/ou culturel à l'Etat d'Israël.

Ainsi, il est aujourd'hui urgent et impératif d'intégrer la question du droit international et des droits humains dans notre travail. Il incombe à la société civile de souligner les obligations qui découlent du droit international. A cette fin, 170 organisations de la société civile palestinienne se sont adressées aux citoyens

du monde pour demander un soutien. Ce soutien se traduit aujourd'hui par une campagne internationale centrée sur la question du respect des principes universels des droits humains et promouvant l'utilisation de moyens non-violents tels que le boycott, le désinvestissement et les sanctions, inscrivant ainsi son action sur l'un des terrains les plus sensibles pour l'Etat israélien. L'ensemble de la campagne BDS se positionne en effet sur une base légale qu'il est difficile de contester, à la fois juridiquement mais aussi moralement.

Aujourd'hui, la campagne lancée en 2005 par BDS commence à porter ses fruits et est de plus en plus perçue comme une menace par le gouvernement israélien. Suite à un travail assidu des militants BDS dans différents pays et auprès de l'Union européenne, plusieurs succès peuvent être relevés, par exemple :

°L'Union européenne a du enfin respecter ses propres directives. Ainsi, à partir de 2014, l'octroi de fonds à des entités israéliennes qui travaillent ou ont des succursales travaillant dans les TPO, Jérusalem-Est ou dans le Golan est interdit.

°Aux Pays-Bas, la deuxième plus grande caisse de pension, *PGGM*, a désinvesti son argent de cinq banques israéliennes en raison de pratiques qu'elle qualifie elle-même d'illégales et de non-éthiques. Toujours aux Pays-Bas, dans le cadre du respect de sa charte interne, la plus importante compagnie d'eau, *Viten*, a décidé de résilier son contrat avec l'entreprise israélienne *Mekerot*.

°Au Canada, l'église protestante, the United Church, a décidé de boycotter trois compagnies ayant leurs usines dans le TPO.

°Aux Etats-Unis, The American Studies Association a voté le boycott académique des universités israéliennes.

Au niveau de la Suisse, le travail est d'autant plus difficile que les références au droit international et au respect des droits humains sont singulièrement absentes des contrats et des accords commerciaux bilatéraux. Le groupe BDS Suisse travaille cependant à mettre en lumière ces manquements et à engager la responsabilité du secteur privé et de la Confédération.

En élargissant la base de soutien de la campagne BDS auprès de celles et ceux qui se préoccupent des questions de droits humains et ou qui se battent contre toutes formes de colonialisme ou d'apartheid, nous sommes convaincus que nous avons aujourd'hui les moyens d'accroître la pression sur l'Etat d'Israël pour faire valoir les droits fondamentaux des Palestiniens et des Palestiniennes. Cet engagement est un engagement de longue haleine mais nous voyons qu'il porte déjà ses fruits.

BDS Genève

BADIL

